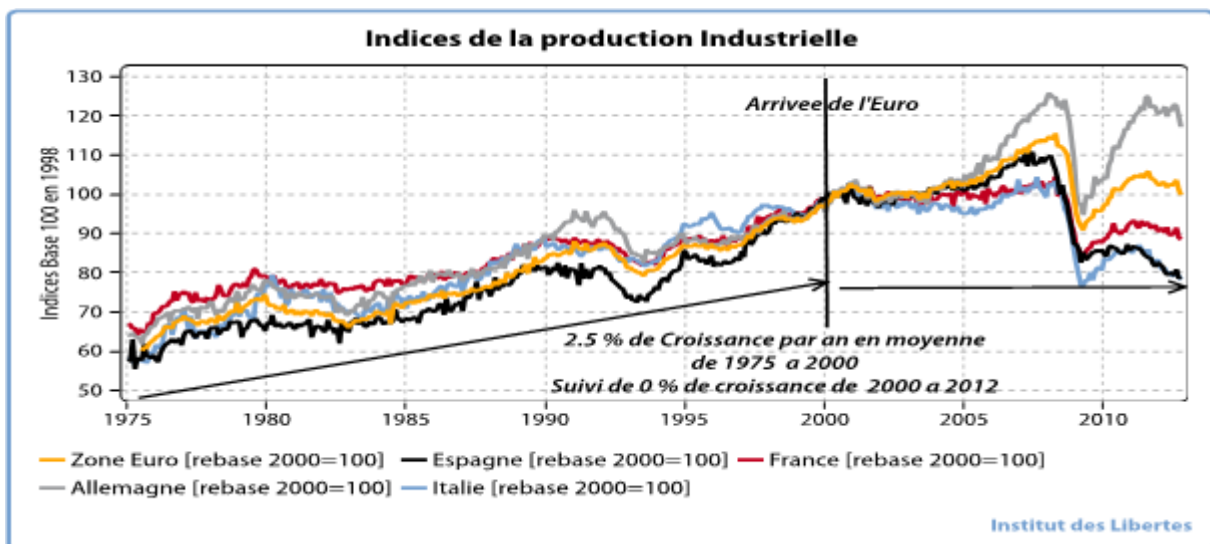




Quand les technocrates tuent la croissance en Europe

Par Charles Gave

Que le lecteur veuille bien considérer le graphique ci-dessous.



De 1975 à 2000, la croissance en Europe, telle que l'on peut la mesurer en utilisant les indices de la production industrielle était de 2.5% par an en moyenne.

Qui plus est, la dispersion autour de cette moyenne était très faible, chacun croissant allégrement de 2.5 % par an, avec cependant des petits à-coups de temps en temps, corrigés très vite, ce qui permettait à chaque pays de revenir dans le peloton sans trop de problèmes. A partir de 2000, une vraie catastrophe semble avoir frappé les économies du vieux continent.

La croissance s'arrête NETTE.

La moyenne (ligne orange sur le graphique) passe d'une pente fort régulière de 2.5 % par an à une pente de 0 % par an. Les 12 dernières années sont DE LOIN les pires en Europe depuis les années trente, en tout cas pour les pays de l'Europe du Sud

De plus, la dispersion autour de cette moyenne « explose » pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale et l'Europe se scinde en deux.

D'un côté, l'Allemagne (accompagnée de certains pays du Nord) qui continue sa croissance, et de l'autre la France, l'Espagne, le Portugal ou l'Italie qui perdent entre 10 % et 20 % de leur capacité industrielle (en 12 ans!), ce qui ne s'était JAMAIS produit.

Mais quelle est donc cette catastrophe, ce Tsunami qui a réussi à tuer en si peu de temps toutes ces économies en Europe dont la croissance équilibrée faisait l'admiration du monde entier ?

La réponse est simple. Une intervention technocratique dans l'un des prix les plus importants dans tout ce qui touche à l'allocation du capital, le taux de change.

Revenons en arrière. En 1990, l'Allemagne se réunit, ce qui crée une immense panique en France. Munie d'une banque centrale crédible, la Bundesbank, possédant la plus grande et la plus efficace économie en Europe, l'Allemagne va dominer ses voisins et le DM devenir la monnaie de réserve et d'épargne de chaque Européen, ce qui interdira aux technocrates/élus Français de continuer à vivre au-dessus de leurs moyens et d'enregistrer déficits budgétaires sur déficits budgétaires.

Branle-bas de combat entre Delors, Trichet and Co, et l'Euro est mis en chantier avec comme but ultime de tuer la Bundesbank et de pouvoir continuer à avoir des déficits.

Le prix à payer toutefois était d'avoir un taux de change fixe avec la monnaie Allemande.

Or c'étaient les variations des taux de change entre DM et les autres monnaies européennes qui permettaient aux différents systèmes de s'adapter au travers du temps.

Prenons l'exemple de l'Italie qui doit « porter » une Italie du Sud quelque peu corrompue, inefficace et criminelle.

L'Italie du Nord, extraordinairement efficace, avait comme habitude de gagner des DM et de transférer des Lires vers l'Italie du Sud. Quand le poids de l'Italie du Sud devenait si important qu'il mettait en danger la compétitivité de l'Italie du Nord, une dévaluation de la Lire suffisait à remettre les pendules à l'heure et l'Italie recommençait à croître de 2 % à 3 % par an, sans problème.

Prenons le cas de la France qui a le bonheur de compter 40 % de fonctionnaires de plus que l'Allemagne par 10000 habitants (autre forme de corruption).

Même scénario : les entreprises recevaient des DM, les fonctionnaires des francs français et tout revenait à l'équilibre par l'intermédiaire d'un changement de parité qui ne faisait qu'entériner les différences qui existaient entre les pactes sociaux des différents pays.

A partir de l'Euro, le Sud de l'Italie et les fonctionnaires Français ne reçoivent plus que des Lires que des Francs français mais bel et bien des DM, ce qui rend les entreprises Italiennes et Françaises, à terme, complètement non compétitives avec leurs concurrentes allemandes.

Que le lecteur imagine que les entreprises Italiennes doivent payer une forme de protection et les entreprises françaises un coût du super siège social qu'est la superstructure étatique et que les entreprises allemandes n'ont à payer ni l'un ni l'autre, et cela dans la même monnaie ; c'est entrer dans un ring de boxe contre les allemands avec les mains attachées derrière le dos.

Et donc les usines ferment en Italie, en Espagne, en France pour aller s'installer en Allemagne.

La logique ultime de l'Euro est qu'à terme il n'y aura plus d'usines nulle part en Europe, si ce n'est en Allemagne ...

Mais comme il faut bien continuer à payer la Mafia en Italie ou les fonctionnaires en France, et que les recettes fiscales s'effondrent compte tenu du départ des usines Outre Rhin, eh bien il faut emprunter ces transferts et les déficits budgétaires explosent... ce qui amène les génies qui nous gouvernent (et qui ont inventé l'Euro) à augmenter les impôts (pour réduire le déficit budgétaire... ce qui ne marche jamais), mais ce qui rend l'Italie et la France encore moins compétitive, ce qui fait que plus d'usines partent en Allemagne, et ainsi de suite ...

En fait, l'Euro est une stupidité économique inimaginable: bloquer le taux de change entre des pays qui ont des productivités différentes n'a jamais marché, nulle part et a par contre toujours amené à des désastres économiques, politiques et sociaux.

Nous y sommes, en plein milieu ...

Quand l'Euro a été créée en 2000, j'ai écrit un livre, « des Lions menés par des Anes » dans lequel je disais que l'Euro allait amener à trop de maisons en Espagne, trop de fonctionnaires en France, trop d'usines en Allemagne.

Hélas, j'aurais préféré avoir tort

Le désastre est d'une telle ampleur que j'étais persuadé que l'Euro devait et aller disparaître, et cela de façon Démocratique.

La classe (au sens Marxiste du terme) des technocrates qui l'a créé se rend cependant bien compte que son pouvoir ne tient que par l'Euro et fait tout pour que l'Euro survive, même si cela doit amener la ruine des populations Européennes. Eux, ils continueront à très bien se porter et à aller de symposium en conférence et de Davos à Aspen.

Ce qui veut dire que l'exécution finale de ce monstre sera sans doute révolutionnaire et non pas Démocratique, lorsque l'un des pays martyrisés se souviendra qu'il est SOUVERAIN et sortira sans demander d'avis à personne ce qui sera bien embêtant.